

LE TEMPS

Ce que la Suisse pourrait apporter au dialogue entre l'Europe et le monde arabe



Dans les sociétés arabes, 75% de la population a moins de 35 ans.

Hasni Abidi et Alain Clerc

Publié mardi 27 septembre 2016 à 18:16.

Opinion

Ce que la Suisse pourrait apporter au dialogue entre l'Europe et le monde arabe

Pour susciter un nouveau dialogue euro-arabe, il ne serait pas sans intérêt que la Suisse apporte sa contribution en lui donnant la possibilité de s'inspirer des vertus, si typiquement helvétiques, de dialogue et de compromis qui ont contribué à son succès

Peut-on dégager du sens de la juxtaposition de ces trois termes. A priori, la synthèse semble difficile. Pourtant, au-delà de la connaissance intuitive que nous avons de ces trois réalités, notre capacité de les relier devrait influencer profondément le devenir de l'Europe et du monde arabe.

L'Europe demeure l'un des espaces politiques le plus riche de promesses. Et c'est à juste titre que l'on évoque un modèle européen, une forme de «vivre ensemble» nulle part égalée. Mais l'Europe a perdu sa dynamique et, à l'instar de l'ensemble de ses composantes nationales, est dépourvue de vision, sans prise sur une globalisation désordonnée. La montée de leaders populistes en est l'une des conséquences les plus évidentes. Cette évolution est d'autant plus préoccupante que ces nouveaux acteurs n'ont d'autres visions que celle d'un retour sur

l'illusion d'un passé fantasmé. D'un temps où l'autre n'existait pas, où les frontières, comme les remparts d'un château fort, vous protégeaient des exactions extérieures.

Les menaces supposées de l'immigration en provenance du Sud

Cette déchronologie est évidemment instillée par la peur, largement alimentée par les menaces supposées de l'immigration en provenance de pays du sud, notamment arabes. Quant à ces derniers, en dépit des promesses des «printemps», ils restent, pour la plupart régis depuis leur indépendance, par une oligarchie qui ne veille qu'à pérenniser ses privilèges sans répondre aux attentes d'une nouvelle génération impatiente de participer à la gestion des affaires publiques. Cette appropriation du pouvoir par divers clans familiaux a contribué à accroître les inégalités sociales et à marginaliser ces pays dans l'économie mondiale.

Pourtant comme pour l'Europe, tous ces Etats n'ont d'avenir qu'en se propulsant sur la voie d'un autre développement. Pour eux également, les réformes politiques, économiques et sociales dépendent de leur disposition à s'ouvrir à une autre vision de leur futur dans leur relation au monde et particulièrement dans leur relation à l'Europe. Ce n'est qu'à cette condition que les sociétés arabes pourront entrevoir leur place dans la globalisation.

Des électeurs européens et arabes de plus en plus désabusés

Cet effort, les gouvernements européens et arabes, prisonniers du court terme, assujettis à une gestion en temps réel, plus réactifs que proactifs, n'en sont malheureusement plus capables. Leur collusion avec les élites économiques à l'origine de la croissance des inégalités sociales ne peut qu'accroître le malaise et distendre encore le peu de crédit qui leur est accordé par des électeurs de plus en plus désabusés. Il faut chercher des solutions ailleurs. En particulier, du côté de la société civile. C'est la seule alternative pour s'affranchir de la tutelle inhibitrice des Etats et sortir d'un l'immobilisme dévastateur.

La nation même réenchantée par les sirènes populistes reste un concept abstrait en opposition aux sociétés civiles qui, constituées d'individus concrets, ont au moins le mérite d'exister d'autant qu'elles ne peuvent se satisfaire des conditions de leur régression dans un système mondialisé dénué de toute valeur.

Dans les sociétés arabes, 75% de la population a moins de 35 ans

Ce sentiment est particulièrement fort dans les sociétés arabes où le 75% de la population a aujourd'hui moins de 35 ans et est impatient de se libérer du poids de traditions oppressantes. Pourquoi dès lors ne pas tenter de réinventer des formes de démocratie qui leur donneraient un droit de revendiquer, un droit d'intervenir, à côté des représentations formelles incarnées par les parlements, victimes collatérales du rétrécissement de la souveraineté démocratique dans l'actuelle gouvernance cosmopolite.

La société civile euro-arabe partage les mêmes aspirations

Ce défi concerne à la fois les pays arabes et l'Europe. Leur devenir est étroitement imbriqué à travers leur mutuelle interdépendance. C'est dans ce contexte précisément qu'une contribution de la société civile a toute sa raison d'être. La société civile euro-arabe indépendamment des différences qui la traversent, partage le même espoir, celui d'un devenir où le «vivre ensemble» peut contribuer à améliorer son bien-être. Cette exigence qui n'est plus portée par

les gouvernements, elle seule peut la revendiquer dans l'intérêt bien compris de tous les acteurs politiques concernés, y compris les gouvernements. Car pour ces derniers, leur maintien au pouvoir est désormais en jeu.

Dans ce cadre, [«l'Appel pour une nouvelle solidarité dans le monde méditerranéen et euro-arabe»](#) lancé le 18 mai 2016 à l'Université de Genève, signé par une dizaine de personnalités politiques et soutenu par une quarantaine d'institutions académiques et de centres de recherche, les plus prestigieux d'Europe et du monde arabe, nécessite d'être souligné.

L'appel du 18 mai 2016

L'Appel propose une large consultation de la société civile euro-arabe pour recenser toutes les aspirations, les revendications et les espoirs des populations concernées, à travers la rédaction d'un Livre blanc. Les propositions contenues dans ce Livre blanc – sur les enjeux qui concernent les populations euro-arabes – serviront, dans un second temps, de fil conducteur à une vraie négociation intergouvernementale. Cette option constitue aujourd'hui, le seul espoir de dépasser tous les clivages, tous les obstacles pour instaurer un nouveau climat dans un dialogue euro-arabe en panne depuis les échecs du processus de Barcelone et de l'Union pour la Méditerranée. C'est aussi une opportunité pour rénover les instruments de notre démocratie représentative et lui donner un second souffle. C'est aussi notre dernière chance de consolider le «modèle européen» et de réduire les fondamentalismes de tout crin qui se nourrissent de la confrontation pour accroître leur emprise et nous projeter dans l'inconnu.

La contribution de la Suisse

Et pour susciter ce nouveau dialogue euro-arabe, il ne serait pas sans intérêt que la Suisse apporte sa contribution au «Partenariat académique» en lui donnant la possibilité de s'inspirer des vertus, si typiquement helvétiques, de dialogue et de compromis qui ont contribué à son succès. Ce serait une formidable contribution de notre pays dans une négociation essentielle pour l'avenir de l'Europe et du monde arabe. Mais cela ne pourra advenir qu'avec une forte volonté politique.

Hasni Abidi, Chargé de cours au Global Studies Institute

Alain Clerc, Président de la [FDMEA](#) (Fondation pour la Promotion du Dialogue Méditerranéen et Euro-Arabe)